

D 896 EL SALVADOR: LA GUERRE AU QUOTIDIEN

Nous donnons ci-dessous deux documents, datant de septembre 1983, pour illustrer le climat de guerre civile. Le premier concerne la violence politique pendant un mois à peine moins "ordinaire" que d'habitude (cf. DIAL D 887). Le texte est tiré de "Carta a Las Iglesias" du 30 septembre 1983. Le second est un tract lancé à profusion par l'Armée secrète anticommuniste, en opposition à l'ouverture du dialogue entre les parties en conflit (cf. DIAL D 873), et en accompagnement de bombes en divers endroits, dont les jésuites de l'Université centro-américaine. Pour savoir qui est derrière l'Armée secrète anticommuniste, créée en mai 1980, on se reportera utilement au document DIAL 638.

Note DIAL

1- Commentaire sur la situation nationale

SEPTEMBRE, UN MOIS D'ENLÈVEMENTS ET DE BOMBARDEMENTS

La guerre et la répression ont accompagné le peuple salvadorien depuis des années. Mais en septembre, la répression sélective et les disparitions ont augmenté, les bombardements de la guerre ont touché la population civile. Un tragique mois de septembre en El Salvador, qui n'augure rien de bon pour l'avenir si ce n'est davantage de guerre et de répression.

Dans la section "Témoignages" on peut lire un récit effroyable de l'attaque militaire et des bombardements à Guazapa. Mais le cas le plus tragique a été le bombardement de la population civile de Tenancingo le 25 septembre. Les radios internationales, y compris Voix de l'Amérique, ont diffusé l'information impossible à cacher puisqu'elle avait été filmée en direct par des équipes de télévision. Les radios locales ont transmis des interviews des survivants; ceux-ci répètent sans arrêt: "C'était l'avion". Dans son homélie du 2 octobre, Mgr Rosa a résumé ainsi les événements après s'être rendu sur les lieux le 29 septembre et avoir parlé directement avec les survivants. Le dimanche 25 septembre, après que la guérilla eut pénétré dans la ville, plusieurs hélicoptères ont commencé à la survoler, ce qui a terrorisé la population. Celle-ci est rentrée dans les maisons pour ne pas être mêlée aux combats entre l'armée et le FMLN. Aussitôt après un avion a commencé à bombarder la zone urbaine. Angoissés et apeurés, beaucoup de gens ont voulu partir de Tenancingo par la route, accompagnés et protégés par la Croix-Verte. Au cours de leur fuite ils ont aussi été attaqués par voie aérienne. Les morts dans la population civile ont été nombreux - des sources parlent de 50 à 100 morts civils - et Tenancingo est aujourd'hui une ville morte avec quelque 300 réfugiés secourus par l'Eglise.

Tels sont les faits bruts auxquels il faut ajouter de nombreux blessés, enfants et femmes surtout. Le gouvernement n'a donné aucune explication officielle. Le comité de presse de l'armée a tronqué et faussé les événements en rejetant sur la guérilla la responsabilité d'avoir fait de Tenancingo une ville martyre. L'ambassade nord-américaine est nerveuse, car il n'est pas facile de vendre au peuple nord-américain une guerre quand celui-ci en voit sur ses écrans de télévision des images de massacres de populations civiles. Pour qu'il ne subsiste aucun doute sur les faits, Radio-Venceremos a diffusé un enregistrement du dialogue entre le pilote d'un avion et le commandant de l'opération militaire. Le pilote demande ce qu'il doit faire par rapport à la zone urbaine, à quoi le commandant répond: "tout ce qui bouge est ennemi". Tout ce qui n'est pas l'armée est ennemi. Et le bombardement commença.

Si la guerre est conduite avec aussi peu de scrupules - les conventions de Genève sont lettre morte - il y a encore moins de scrupules pour enlever, arrêter illégalement et faire disparaître de réels ou éventuels opposants au régime, même si leur opposition ne revêt pas la forme du combat mais seulement la participation à l'université, aux syndicats ou à la base politique. Plus de 3.000 disparus ont rendu cette pratique routinière, au point de ne plus retenir l'attention. Pour ce mois de septembre, cependant, par le nombre et le caractère des disparitions, celles-ci ont fait de nouveau la manchette des journaux. Pour les deux dernières semaines seulement, 56 personnes, d'après les chiffres de Mgr Rosa, ont été enlevées de la façon habituelle, c'est-à-dire par des hommes fortement armés et en civil. La majorité d'entre eux n'ont pas réapparu: quelques-uns ont été retrouvés assassinés et un autre localisé dans la prison de Mariona.

Cette dernière vague de répression sélective a été dirigée en premier lieu contre l'Université nationale, qui a été fermée, mise à sac et militarisée depuis juin 1980. En juin de cette année c'est son secrétaire général qui a été enlevé, pour être retrouvé plus tard à la prison de Mariona. Ce mois-ci, c'est au tour du chargé des relations internationales de la Faculté de droit d'avoir été enlevé, sans qu'on sache jusqu'à maintenant ce qu'il est advenu de lui. Un professeur du Département des relations internationales, par ailleurs haut fonctionnaire du ministère des relations extérieures, a été enlevé et menacé de mort par une brigade anticommuniste. Le secrétaire de la Faculté d'ingénierie est mort de mort violente. Un professeur du Département des relations extérieures a été enlevé, pour se retrouver à Mariona. Un représentant des étudiants a été également enlevé, ainsi qu'un long et-cetera d'étudiants, auxquels il faut ajouter ceux des autres universités comme Matías Delgado et l'Université centro-américaine. De leur côté les syndicalistes ont fait l'objet d'une persécution particulière, comme dans le cas des syndicats de l'Institut du logement urbain (IVU) et de la Fédération unitaire des syndicats salvadoriens (FUSS), redoutés pour leurs grèves revendicatives et pour leur soutien aux tentatives de dialogue.

Qui commet ces violations? En général, elles sont caractérisées par l'anonymat. Mais un certain nombre a été revendiqué par des brigades anticommunistes comme l'ESA (Armée secrète anticommuniste) et la Brigade Maximiliano Hernández Martínez, par des tracts laissés à côté de leurs victimes; ces groupes ont également fait sauter des bombes dans deux stations radio commerciales qui n'avaient pas diffusé les communiqués qu'ils leur avaient envoyés. "Voix de l'Amérique" s'est empressée de rejeter la responsabilité de cette vague d'enlèvements sur les escadrons de la mort, de façon à disculper les forces de sécurité qui sont sous juridiction gouvernementale. Mais cette radio a dû faire la bizarre affirmation suivante: sur les 40.000 assassinats

politiques pratiqués en El Salvador, 80 % sont à attribuer aux dits escadrons. Cela signifierait donc que ces escadrons ont assassiné 32.000 Salvadoriens - un chiffre qui fait frémir - et que ce n'est donc pas la gauche qui a massivement violé les droits de l'homme.

Une autre question se greffe alors sur la précédente, celle de savoir comment peut être possible l'impunité de ces escadrons dans tant de crimes, et donc s'il n'y a pas connivence des forces de sécurité, ainsi que l'ont dénoncé le Secours juridique, la Commission des droits de l'homme d'El Salvador et la Tutelle légale de l'archevêché, tout comme le suggère le fait que certains disparus se retrouvent dans les prisons des forces de sécurité. Si cette connivence n'existe pas, c'est alors le signe de la totale incapacité du gouvernement à les contrôler, en dépit de toutes les promesses en ce sens et de tant d'engagements de l'ambassade nord-américaine en faveur du contrôle des violations des droits de l'homme.

Telle est, et telle continue d'être, la situation tragique d'El Salvador. La guerre continue avec une cruauté grandissante et l'escalade de la répression se poursuit. Cette escalade peut être interprétée comme une réaction à la forte offensive militaire du FMLN lancée en septembre, et comme tentative de déstabilisation du pays au moment de timides efforts de dialogue. Mais la raison ultime est celle de la décision nord-américaine d'obtenir une victoire militaire et d'éliminer physiquement la guérilla, en vue de quoi il faut tolérer la répression du peuple par la terreur. Le nouvel ambassadeur nord-américain a protesté contre l'enlèvement de M. Amílcar Martínez, fonctionnaire du ministère des relations extérieures, enlèvement effectué par un escadron de la mort. Mais il n'a rien dit du reste. Tout se passe comme si, même en paroles, l'ambassade nord-américaine ne se souciait guère aujourd'hui de condamner de tels actes, ainsi que l'avait pourtant fait le précédent ambassadeur. La Chambre des représentants du Congrès des Etats-Unis a de nouveau exigé le "certificat" du président Reagan sur l'amélioration du respect des droits de l'homme. Mais le Sénat ne l'a pas suivie, ce qui fait que, tant que le Sénat ne l'exigera pas, Reagan n'aura rien à certifier. Simple formule, certes, mais qui montre la vérité au grand jour: les droits de l'homme en El Salvador n'intéressent pas.

Que signifie tout cela pour une solution politique? Que celle-ci s'éloigne à mesure qu'on s'en approche. Si la répression n'est contenue ni par humanité ni par raison ou image de marque, c'est qu'il n'y a pas intérêt à une solution politique mais seulement à un écrasement de l'ennemi sous n'importe quelle forme. Mais cette façon de régler le problème par élimination, et pas uniquement avec des moyens militaires, atteint un tel degré d'inhumanité qu'il reste peu d'espoir pour une solution raisonnable au conflit strictement armé, et encore moins à une reconstruction du pays dans la fraternité.

2- Tract de l'Armée secrète anticommuniste (septembre 1983)

Devant l'ingénuité politique de certains secteurs sociaux et forces politiques, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, qui sont tombés dans le piège du dialogue, l'Armée secrète anticommuniste (Ejercito Secreto Anticomunista-ESA) se voit dans l'obligation d'affirmer ce qui suit: pour le FMLN-FDR, le dialogue n'est rien d'autre qu'un mot d'ordre du communisme international, une manoeuvre supplémentaire par rapport à ses objectifs que sont l'usurpation du pouvoir et la destruction de la démocratie.

L'ESA voit clairement que ce fameux dialogue n'est rien d'autre que l'autre face d'un plan politique propre aux terroristes du FMLN-FDR, destiné à faciliter dès l'ouverture des conversations les menées conspiratrices en vue de faire croire à leur participation aux élections.

L'ESA sait parfaitement que les communistes ne participeront jamais à des élections libres, puisque la prise du pouvoir politique se fait pour eux par la voie armée (destruction de l'économie). Ils cherchent, avec le dialogue, à créer un espace politique favorable au travail des masses. Nous en avons l'exemple avec la grève de l'Institut du logement urbain (IVU) et d'autres qui sont en préparation.

L'ESA annonce qu'à partir de maintenant nous commençons la campagne militaire "Pour la paix et la démocratie", à titre de réplique à l'offensive politico-militaire annoncée par les terroristes du FMLN. Nos unités sont toutes en état d'alerte maximale. Nous informerons le peuple salvadorien de toutes les actions menées par notre armée.

Nous lançons un avertissement à tous les syndicats pour qu'ils ne se prêtent pas à la manoeuvre communiste, faute de quoi l'ESA prendra des mesures draconiennes contre les dirigeants et les grévistes en général.

Le dialogue est une trahison envers la patrie. C'est pourquoi nous avertissons aussi les partis, les forces politiques et militaires intéressées à négocier avec le communisme international l'avenir du pays, que les yeux et les fusils des vrais patriotes d'El Salvador sont tournés vers eux.

Nous appelons le peuple salvadorien à unir ses efforts pour parvenir à la paix et défendre la démocratie, pour qu'El Salvador ne devienne jamais la colonie d'aucune puissance étrangère.

LE DIALOGUE EST UNE MANOEUVRE!

MORT AUX TRAITRES!

"POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE"

ARMÉE SECRÈTE ANTICOMMUNISTE
E.S.A.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

D 897 NICARAGUA: TÉMOIGNAGE PAYSAN

Dans le n° 894 de DIAL, consacré à l'expulsion du P. Merino, nous avons relaté le conflit ayant éclaté entre ce prêtre et le mouvement des "délégués de la Parole" connu au Nicaragua sous le nom de "Bloc intercommunautaire pour le bien-être chrétien". Nous donnons aujourd'hui la parole à Valentín Ponce Jiniocua, l'un des cinq membres de la direction du "Bloque intercomunitario Pro Bien Estar Cristiano". Bon nombre des membres de ce mouvement sont aujourd'hui très actifs dans les coopératives et organisations paysannes issues de la révolution sandiniste. Le mouvement est né dans l'ouest du pays, près de Somotillo, à quelques kilomètres de la frontière hondurienne; il couvre la région de Chinandega et s'étend jusqu'à León et Estelí. Valentín a eu deux frères et deux neveux tués lors des attaques menées par des groupes provenant du Honduras et du Costa Rica. A l'heure où deux prêtres viennent encore d'être expulsés, ce témoignage paysan donne la mesure du fossé qui va s'élargissant dans la société nicaraguayenne.

Note DIAL

INTERVIEW DE VALENTÍN PONCE JINIOCUAO

Somotillo, le 30 septembre 1983

Tout a commencé en 1974. A cette époque il y avait déjà, au Honduras, des groupes de paysans chrétiens qui étaient structurés. Chez nous, il n'y avait rien.

Avec deux amis, nous nous sommes trouvés par hasard à El Triunfo, une ville du Honduras proche de la frontière, le jour du rassemblement de ces groupes. Il y avait une église pleine. Les représentants des différentes communes ont pris la parole pendant deux heures au cours de la messe, hommes, femmes, jeunes et vieux. Ils ont décrit leur organisation et ce qu'ils faisaient, ils ont parlé du travail des "délégués de la Parole" qui réunissaient les gens dans les villages pour célébrer avec eux la Parole de Dieu.

A un moment donné, quelqu'un qui nous connaissait a dit qu'il y avait là un groupe du Nicaragua. On m'a passé le micro: j'ai commencé à me présenter en disant mon nom, mon village. J'ai dit que je ne connaissais pas du tout le mouvement chrétien, que j'avais honte parce que chez nous rien de cela n'existait, que je ne savais pas du tout quoi faire comme chrétien. J'ai

demandé à ceux qui étaient là de m'aider, en me prêtant un livre, une Bible, en me donnant des conseils, pour commencer à faire quelque chose, à rassembler les gens de mon village.

Les gens sont venus vers moi, ils m'ont embrassé, beaucoup pleuraient. Ils ont dit qu'ils allaient m'aider. Le Père Julio m'a prêté une Bible. Ils m'ont dit: "Voilà comment on peut commencer une célébration de la Parole" et ils m'ont donné un petit livret.

Une découverte

Rentré chez moi, j'ai invité mes voisins. Trois femmes sont venues. J'ai fait comme il était écrit dans le livret: un chant, la lecture, quelques points de réflexion et des questions pour un échange, une prière et un chant pour finir. On a fait cela. Je leur ai demandé, à la fin, ce qu'ils en pensaient. Elles m'ont dit que c'était une découverte, qu'il fallait continuer en invitant d'autres voisins.

Au bout d'un mois, nous étions dix. Quelques mois après, en 1975, Juan Isidro, un autre, a commencé de son côté. Mais j'avais l'intuition qu'il était vital de se rendre visite: alors nous nous sommes visités mutuellement, d'un groupe à l'autre. Et c'est de là qu'est partie la constitution des communautés.

Puis est venue l'invention des "séminaires", des journées où nous nous réunissions pour nous former à partir de l'expérience de chacun. Nous avons commencé à déposer un córdoba (environ 30 centimes) par personne: avec cela, nous avons pu acheter de quoi manger en commun.

Après six ou sept mois, nous avons formé une "direction" car il y avait déjà quinze communautés, chacune de dix à quinze personnes, avec un ou deux "délégués de la Parole" dans chacune des communautés. Tous ceux qui veulent peuvent être "délégués de la Parole", des jeunes, des vieux, des hommes, des femmes qui savent un peu lire et qui rassemblent les autres pour prier, pour faire une célébration de la Parole.

Alors il a fallu donner un nom et structurer un peu l'organisation. Au cours d'une session mensuelle, nous avons discuté le nom et nous avons choisi "Bloque Intercomunitario Pro Bien Estar Cristiano". Les initiales forment BIPBEC. Nous nous sommes dit que chaque lettre pouvait avoir un sens: B comme "bataille contre l'injustice", I comme "infatigables dans la lutte", P comme "puissance de Dieu", etc...

En 1977, Juan Isidro est allé travailler un an dans une autre région, celle de León, où il a aidé d'autres communautés à naître et, grâce à lui, notre organisation s'est élargie. Moi aussi, j'ai commencé à aller dans d'autres villages, aider d'autres à devenir "délégués de la Parole" et à former des communautés.

A cette époque, c'était au temps de Somoza, toutes les réunions où nous étudions la Bible ensemble avaient lieu le soir, en secret. Car la Garde nationale surveillait tous ceux qui cherchaient à s'organiser. Alors on faisait semblant d'organiser un dîner, entre amis, pour pouvoir se réunir. Mais c'était souvent très difficile de rentrer chez soi, dans la nuit...

Cette année là, nous avons fait un séminaire avec des gens venus d'un port de la côte Sud, Corinto. Nous avons pris comme thème "la libération". Nous travaillions beaucoup, pour comprendre le message de la Bible et devenir vraiment chrétiens.

A l'époque, je travaillais dans une grande hacienda dont le propriétaire était très riche. Le "Bloque" m'a demandé d'aller à une session à Managua sur la libération. J'ai demandé un congé au patron, qui a posé tout un tas de questions avant de me laisser partir.

La victoire des sandinistes

Au cours de cette session, j'ai compris comment la richesse du patron s'alimentait. J'en suis revenu tout changé, tout bouleversé. J'ai expliqué à ma communauté comment je voyais la situation. Nous avons mieux compris ce qu'il fallait faire, et le changement qui se préparait dans notre pays. Avec le "triomphe" nous avons trouvé beaucoup plus de force, à cause du changement: le passage de la situation du temps de Somoza à la "libération" que la révolution a rendu possible nous a donné un grand élan. Nous avons fait une session à Matagalpa (près de la frontière nord), avec soixante délégués de la Parole, en 1980.

En même temps, à ce moment-là, il y en a qui sont partis parce qu'ils opposaient l'Évangile et la révolution. Ils pensaient que la révolution, c'est le péché. Ils n'ont pas compris qu'au contraire il y a un lien fort entre ce qui se vit aujourd'hui au Nicaragua et l'Évangile.

Malgré cela, nous avons été de plus en plus nombreux: aujourd'hui il y a six cents "délégués de la Parole" qui sont tous des paysans comme nous, et plusieurs centaines de communautés c'est-à-dire de groupes d'au moins dix à quinze personnes, dans les villages, qui se réunissent pour réfléchir et prier ensemble. Beaucoup aujourd'hui sont devenus responsables dans les organisations paysannes. Il y en a même un qui représente les paysans au Conseil d'État. Nous avons des projets comme la construction de maisons pour les plus mal logés ou ceux qui, avec la réforme agraire, se sont déplacés pour mettre en culture des nouvelles terres et travaillent en coopérative. Une centaine sont en train d'être construites.

Les rapports avec les prêtres de la région

Au début, quand j'ai eu la Bible que les Honduriens m'ont prêtée, et le livret, je suis allé voir le curé de Somotillo, en lui disant que je désirais célébrer la Parole de Dieu avec les gens de mon village. Il a été d'accord.

Ensuite, il y a eu des problèmes. Par exemple, nous nous sommes rendu compte qu'il fallait préparer les parents à l'engagement qu'est le baptême des enfants. Nous avons rassemblé les gens pour cela. Nous avons demandé au curé de nous appuyer, de dire aux gens que c'est important. Mais il a mal pris cela: il a dit au contraire aux gens que ce n'était pas important, que l'on pouvait bien célébrer le baptême sans cela.

Alors nous avons pris de la distance. A travers le "triomphe" et la révolution, nous avons vu que l'organisation, la réflexion étaient bonnes, qu'elles donnaient des fruits et nous permettaient d'être actifs, avec l'Évangile, dans notre pays.

Actuellement, le curé ne nous appuie pas.

Avec la hausse des prix, il a augmenté le prix des sacrements. C'est une chose qui touche beaucoup les gens. Nous avons protesté, sans résultat. Je crois qu'il ne se préoccupe pas de la communauté. Il célèbre la messe, il

baptise... il ne s'occupe pas de la communauté. Il est comme la plupart des prêtres de la région: il ne sort pas de la ville. C'est à ceux qui veulent les sacrements d'aller vers lui, en ville. Il y a peu de prêtres qui vont dans la campagne. Heureusement, il y en a tout de même un ou deux. Nous leur avons demandé de travailler avec nous. Mais ce que nous faisons surtout, c'est de nous rendre visite, de communauté à communauté, pour nous former en confrontant et en échangeant notre expérience. C'est ainsi que nous nous soutenons: par exemple, un groupe de notre communauté vient de partir vivre quelque temps avec une des communautés les plus au sud du pays. à Rio San Juan, une communauté qui a perdu plusieurs de ses membres dans une attaque venue du Costa Rica (1). Nous voulons être près d'eux dans leur souffrance et recevoir aussi le témoignage de leur foi.

(1) Valentin n'a pas dit que, parmi ceux qui ont été tués, il y avait l'un de ses frères. Cf. DIAL D 894 (NdT).

Propos recueillis par
Jean-Claude Thomas

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441